BILAN DE LA LOI LCAP
ACTUALITES ET PERSPECTIVES

JUIN 2022

Alexia Boyeau-Jenecourt, CAFOC GIP-FTLV de Bourgogne

La loi LCAP et après?

La loi LCAP « représente une loi de portée majeure, qui a permis de profondes réformes à la fois en matière de formation professionnelle, d'apprentissage, de gouvernance, d'organisation des opérateurs, de financement mais aussi en matière d'indemnisation du chômage et d'emploi ».

Avant-propos de Mme Fadila Khattabi, Présidente de la commission des affaires sociales, Rapport sur l'évaluation de la loi LCAP, janvier 2022

« On veut éviter un nouveau big bang de la formation professionnelle »

Laurent Berger, CFDT, juin 2022

« Le déficit du système de formation est réel et continue d'augmenter. C'est un gouffre sans fond vu que nous sommes sur des enveloppes ouvertes. La question est peut être plutôt de savoir si ce déficit a un bon rapport qualité-prix ? »

David Cluzeau, président de la commission sociale du Synofdes, juin 2022

L'ACNI des partenaires sociaux

(15 octobre 2021) : 49 propositions, 7 chantiers

REPÈRES – LES 7 GROUPES DE TRAVAIL PARITAIRES

- Recours à l'**alternance**
- Utilisation du **CPF** et nouvelles modalités de parcours
- Développement des compétences en **entreprise**
- Amélioration du système de **certification**
- **« Pilotage éclairé »** de la formation professionnelle
- Mobilisation des moyens de **financement**
- Chantier des **transitions** professionnelles

5 groupes de travail lancés par le Ministère du travail (novembre 2021)

Collecte des données et indicateurs de mesure de l'efficience/l'efficacité du système de formation professionnelle

CPF et Passeport compétences

Gouvernance : mise en place d'un espace stratégique d'échanges

Alternance

Investissement des entreprises et des salariés dans la formation

Le bilan de la loi LCAP (rapport parlementaire de janvier 2022)

Le CPF : une réussite. Augmentation du nombre de visiteurs sur le portail, augmentation du nombre de dossiers formation, un profil des bénéficiaires qui a évolué vers un meilleur accès de tous.

Le sujet sensible de la FRAUDE, la co-construction à améliorer, des formations choisies majoritairement peu professionnalisantes.

CPF en chiffres

LES FORMATIONS FINANCÉES (depuis le 21 novembre 2019)

- **4,32 M** de dossiers acceptés
- **5,70 Mds €** dépensés
- **1329 €** montant moyen des achats

LES PROFILS DES USAGERS

- **1 sur 5** a plus de 50 ans
- **7 sur 10** sont ouvriers ou employés
- **1 sur 2** autant de femmes que d'hommes

LES BÉNÉFICIAIRES

- **38,9 M** de titulaires d'un compte CPF alimenté (secteur privé et public)
- **1800 €** en moyenne par compteur pour le secteur privé
- **97,3 h** en moyenne par compteur pour les agents publics

UNE APPLICATION MOBILE ET UN SITE WEB DÉDIÉS AUX USAGERS

- **4,2 M** de téléchargements
- **17,4 M** d'usagers ayant validé les CGU *conditions générales d'utilisation, depuis le 21.11.19

QUI EST BÉNÉFICIAIRE DU CPF ?
Chaque personne de plus de 16 ans ayant une activité professionnelle en France est titulaire d'un compte personnel de formation alimenté chaque année en fonction de son activité.

Chiffres clés, CDC, 30 avril 2022

CPF en chiffres

UN CATALOGUE DE FORMATION GÉRÉ VIA UN PORTAIL DÉDIÉ

- **16 020** organismes de formation
- **3 150** certifications
- **219 036** formations différentes
- **2 111 €** prix moyen

PÔLE EMPLOI

- **85 117** demandes
- **134 M€** financés

LES EMPLOYEURS

- **8 892** employeurs
- **190,1 M€** dotations sur les CPF
- **70 687** bénéficiaires potentiels

4 RÉGIONS, 3 BRANCHES PROFESSIONNELLES ET LEURS OPÉRATEURS DE COMPÉTENCES

- **18 164** bénéficiaires
- **36,78 M€** attribués*

*Régions Pays-de-la-Loire, Hauts- de-France, Occitanie, Bourgogne-Franche-Comté, branche des bureaux d'études techniques et conseils et Atlas, branche agro-alimentaire et Ocapiat, branche sécurité sociale et son Opco (Uniformation), Uniformation, branche mutualité et son Opco (Uniformation), branche santé et Opco Santé.

Chiffres clés, CDC, 30 avril 2022

Le bilan de la loi LCAP (rapport parlementaire de janvier 2022)

Proposition n° 1 : Compléter l'arsenal juridique existant par l'interdiction du démarchage téléphonique des organismes de formation ;

Proposition n° 2 : Communiquer massivement auprès des usagers sur la manière de signaler les mauvaises pratiques ;

Proposition n° 3 : Simplifier la procédure d'abondement, notamment pour les actions collectives sur le site et l'application "Mon Compte Formation" ;

Proposition n° 4 : Mobiliser son CPF pour financer toute formation prévue dans l'accord de branche

Proposition n° 5 : Mieux informer les salariés vers une démarche de professionnalisation à l'occasion des entretiens professionnels

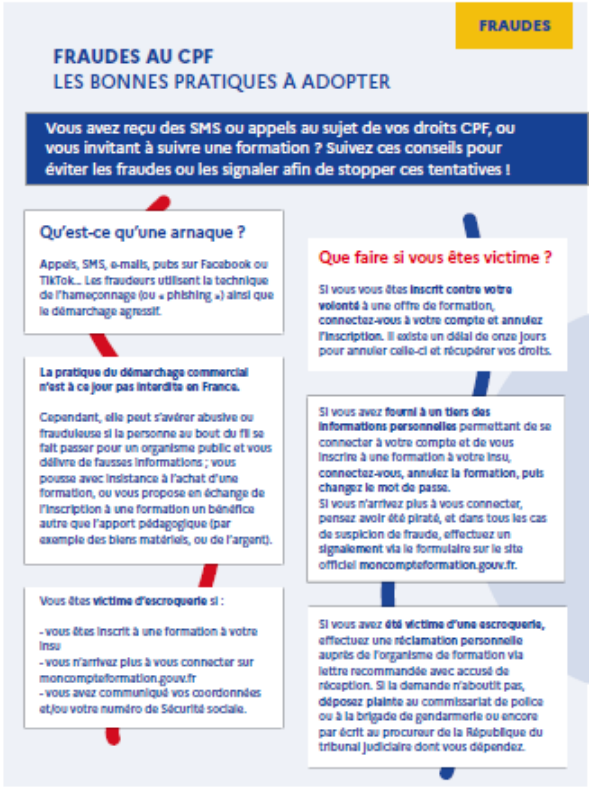
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

GIP FTLV BOURGOGNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

MON COMPTE FORMATION

Arnaques, harcèlement téléphonique... et zone crise - Enquête - YouTube



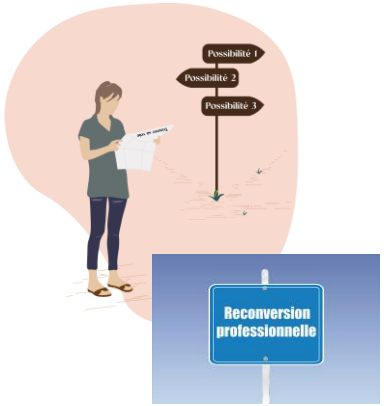
Le bilan de la loi LCAP (rapport parlementaire de janvier 2022)

MON CONSEIL EN ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

- Une montée en charge avec un excellent taux de satisfaction des bénéficiaires ; un lien étroit avec la transition professionnelle
- Déficit de notoriété à résorber *(le rapport parle de « dispositif trop confidentiel »)*

Proposition n° 6 : Renforcer l'information de l'existence du CEP pour chaque salarié et demandeur d'emploi

Le bilan de la loi LCAP (rapport parlementaire de janvier 2022)



Une nouvelle architecture qui s'est rapidement mise en place

Des PTP « sous-dotés », des POEI « méconnues et peu utilisées », un dispositif PRO-A à aménager, un dispositif TRANSCO trop récent pour être évalué

Proposition n° 7 : Élargir les critères d'accès de la "Pro-A" afin qu'ils soient plus en lien avec le projet qu'avec les compétences initiales de la personne

Le bilan de la loi LCAP (rapport parlementaire de janvier 2022)

Le Big Bang de l'apprentissage

+ 37 %

Entre 2020 et 2021

730 000 contrats en 2021

Niveau moyen de prise en charge = 7930 €

Quid de la baisse des coûts-contrats ?

Diversification des profils, des parcours et des diplômes visés

Mais un effet limité sur les jeunes les plus éloignés du système scolaire

2699 CFA dont 118 en région BFC

ENJEUX ET PERSPECTIVES

- Quel modèle économique ? Comment garantir la soutenabilité financière ?
- Quelle politique de développement de l'apprentissage ? Quel lien avec une possible réforme de l'orientation ?
- Quels enjeux pédagogiques?
- Quelle(s) simplication(s)?

Prolongation des aides exceptionnelles jusqu'en décembre 2022

Le bilan de la loi LCAP (rapport parlementaire de janvier 2022)

PROPOSITIONS EN MATIÈRE D'APPRENTISSAGE

Proposition n° 8 : Simplifier les tâches administratives des CFA en harmonisant les systèmes d'information et les pratiques des OPCO dans le dépôt du contrat ;

Proposition n° 9 : Clarifier le cadre juridique et financier pour permettre aux CFA d'utiliser leurs réserves à des fins d'investissement ;

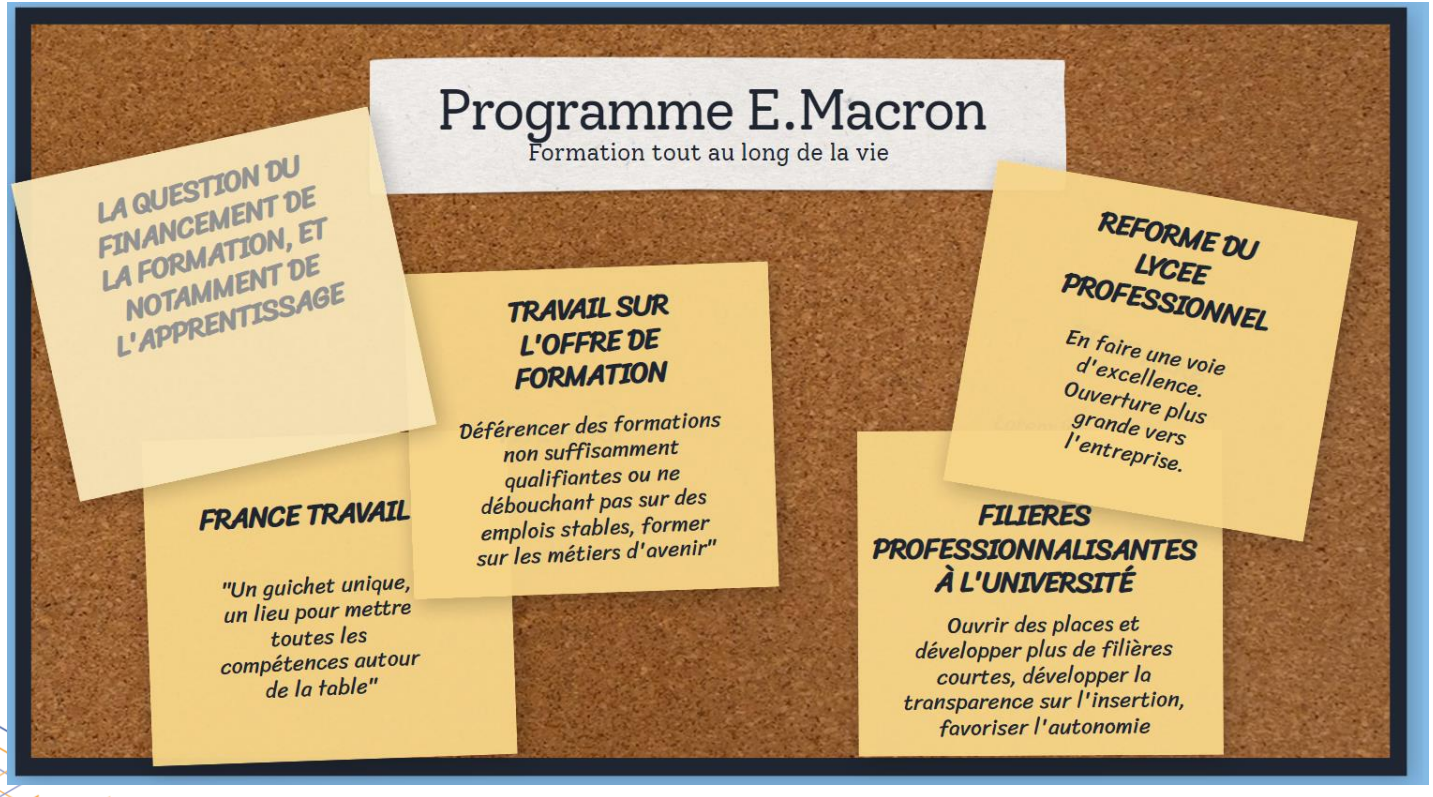
Proposition n° 10 : Prévoir une révision pluriannuelle du coût-contrat tous les trois ans pour assurer une meilleure visibilité aux CFA ;

Proposition n° 11 : Assurer une sortie 'progressive' du dispositif d'aide exceptionnelle par des dispositifs transitoires ;

Proposition n° 12 : Autoriser la mise à disposition pour une période supérieure à quatre semaines pour les apprentis du programme Erasmus+;

Proposition n° 13 : Mieux moduler les financements à l'apprentissage en fonction des financements publics disponibles (Éducation nationale ou Enseignement supérieur).

Et demain?


Programme E.Macron
Formation tout au long de la vie
LA QUESTION DU FINANCEMENT DE LA FORMATION, ET NOTAMMENT DE L'APPRENTISSAGE
TRAVAIL SUR L'OFFRE DE FORMATION
Déférencer des formations non suffisamment qualifiantes ou ne débouchant pas sur des emplois stables, former sur les métiers d'avenir"
REFORME DU LYCEE PROFESSIONNEL
En faire une voie d'excellence. Ouverture plus grande vers l'entreprise.
FRANCE TRAVAIL
"Un guichet unique, un lieu pour mettre toutes les compétences autour de la table"
FILIERES PROFESSIONNALISANTES À L'UNIVERSITÉ
Ouvrir des places et développer plus de filières courtes, développer la transparence sur l'insertion, favoriser l'autonomie